



Ministère
du
Revenu

Lorne Maeck
Ministre

T.M. Russell
Sous-ministre

**Direction de
la taxe de
vente
au détail**

Bulletin d'information

Retail Sales Tax Act
(Loi sur la taxe de vente au détail)

CA2PN

Numéro 3 - 80

Date: le 22 avril 1980

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

Government
Publications

To obtain this publication in English, please contact your Retail Sales Tax District Office.

BUDGET DE L'ONTARIO POUR 1980

Le présent bulletin résume les divers changements affectant la taxe de vente au détail, proposés par le trésorier de l'Ontario, monsieur Frank S. Miller, dans son budget déposé le 22 avril 1980.

Ce bulletin ne fait que résumer les principales mesures. Si vous avez besoin de renseignements additionnels, veuillez vous adresser à votre bureau régional de la taxe de vente au détail; la liste de nos bureaux figure en dernière page du présent bulletin.

POINTS SAILLANTS DU BUDGET

- Rémunération des percepteurs — augmentation des limites applicables
- Matériaux et équipement pour la conservation de l'énergie — élargissement de l'exemption
- Activités de recherche et de mise au point — élargissement de l'exemption
- Alcool — exemption pour les usages relatifs à la production de l'énergie par combustion interne
- Matériaux incorporés à des réservoirs pour le grain ou à des installations utilisées pour le séchage du grain — remise des taxes



RÉMUNÉRATION DES PERCEPTEURS — AUGMENTATION DES LIMITES APPLICABLES

Le montant minimum de la rémunération, pour chaque carte de déclaration, est porté à \$16.00 ou le montant de la taxe perçue, si ce dernier montant est inférieur à \$16.00.

Le taux de rémunération demeure à 4% de la taxe perçue sur les ventes, mais le montant maximum de rémunération est porté à \$1,000 pour chaque exercice annuel.

Cette hausse des montants limites de rémunération est illustrée au tableau suivant:

MONTANT DE TAXES DÉCLARÉES SUR CHAQUE CARTE	RÉMUNÉRATION (MAXIMUM: \$1,000 PAR EXERCICE ANNUEL)
0 à \$16.00	Le montant de taxe perçue.
\$16.01 à \$400.00	\$16.00
\$400.01 et plus	4% des taxes perçues jusqu'à concurrence du maximum de \$1,000 par exercice annuel.

Exercice annuel signifie les 12 mois commençant le 1^{er} avril.

Ces niveaux accrus de rémunération s'appliquent aux taxes perçues sur les ventes effectuées à partir du 1^{er} avril 1980 et concernent donc les déclarations devant être soumises à partir du 23 mai 1980. Le montant maximum de rémunération payable à un percepteur ne doit pas dépasser \$1,000 pour un même exercice annuel, quel que soit le nombre des succursales, entreprises ou noms commerciaux utilisés par ce percepteur.

La rémunération peut être réclamée *uniquement* pour les taxes perçues sur les ventes, sans égard à la taxe payable pour les marchandises achetées ou fabriquées par le percepteur pour son propre usage.

La rémunération peut être refusée lorsque la déclaration est soumise après la date exigible, ou lorsque la carte de déclaration n'est pas accompagnée par un bordereau de paiement négociable couvrant le montant requis.

Opération



Énergie Ontario

MATÉRIAUX ET ÉQUIPEMENT POUR LA CONSERVATION DE L'ÉNERGIE — ÉLARGISSEMENT DE L'EXEMPTION

L'exemption actuelle applicable aux matériaux et à l'équipement pour la conservation de l'énergie est élargie pour couvrir les articles suivants achetés à partir du 23 avril 1980:

- les matériaux de calfeutrage utilisés dans le but d'éviter la perte de chaleur dans un édifice,
- le matériel et l'outillage appelés sur le marché "refroidisseurs" et utilisés dans le système de climatisation d'un édifice pour le recyclage de la chaleur qui serait autrement perdue; cette exemption s'applique uniquement à l'unité appelée "refroidisseur" et non pas aux autres parties du système, ni aux pièces utilisées pour la réparation,
- les véhicules devant être immatriculés en vertu du code de la route et qui sont propulsés exclusivement par l'énergie électrique ou par la combustion:

- de l'hydrogène
- du propane
- du gaz naturel
- de l'alcool
- de gaz de fabrication industrielle

Cette exemption s'applique uniquement aux véhicules complets et non pas aux pièces de recharge, parties

individuelles, nécessaires de conversion ni aux autres véhicules propulsés, en tout ou en partie, par l'énergie tirée de la combustion de carburants taxables en vertu de la loi de la taxe sur l'essence ou de la loi de la taxe sur le carburant des véhicules motorisés (The Gasoline Tax Act; The Motor Vehicle Fuel Tax Act).

ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET DE MISE AU POINT – ÉLARGISSEMENT DE L'EXEMPTION

La loi sur la taxe de vente au détail contient actuellement des dispositions permettant l'exemption du matériel et de l'outillage utilisés directement pour la mise au point de produits ou de procédés de fabrication par un manufacturier, pour son propre usage.

À partir du 23 avril 1980, l'exemption déjà existante pour les activités de mise au point, conformément à l'article 5(1)38a de la loi sur la taxe de vente au détail, est élargie pour couvrir l'équipement utilisé:

- (a) par les manufacturiers, pour des activités de mise au point entreprises pour *usage par des tiers*, et
- (b) les activités de *recherche* entreprises par des manufacturiers et visant à la mise au point de produits ou de procédés de production, que ce soit pour leur propre usage ou pour l'usage de tiers.

Par conséquent, l'exemption s'appliquera maintenant au matériel et à l'outillage utilisés par un fabricant, exclusivement et directement, pour les activités de recherche et de mise au point:

- (i) de produits pour la fabrication ou la production, que ce soit pour son propre usage ou l'usage de tiers
- (ii) de procédés de fabrication ou de production, que ce soit pour son propre usage ou l'usage de tiers sous réserve des exclusions prévues aux articles 13(2), 13(3) et 13(4) des règlements d'application de la loi sur la taxe de vente au détail, numéro 784. Cependant, les plans et dessins utilisés exclusivement pour les activités de recherche et de mise au point seront exemptés.

À titre d'exemples des articles pouvant être admissibles à cette exemption, mentionnons les ordinateurs, le matériel et l'outillage pour la vérification et le contrôle, les plans et dessins, pourvu qu'ils soient utilisés *uniquement* à des fins de recherche et de mise au point. Si tels articles sont par la suite consacrés à des usages imposables, la taxe deviendra exigible sur la valeur équitable de l'article au moment du changement d'utilisation.

L'exemption couvre également les matériaux qui sont achetés pour être utilisés ou consommés par un fabricant, tel que prévu au paragraphe 38 de l'article 5(1) de la loi sur la taxe de vente au détail, et qui sont décrits dans la directive numéro 11 sur la taxe de vente au détail.

Mentionnons à nouveau que les exemptions relatives à l'outillage de production et autres exemptions connexes ne s'appliquent qu'aux manufacturiers.

ALCOOL – EXEMPTION POUR LES USAGES RELATIFS À LA PRODUCTION DE L'ÉNERGIE PAR COMBUSTION INTERNE

À partir du 23 avril 1980, l'alcool ainsi que tout mélange d'alcool et d'essence sont exemptés de la taxe de vente au détail, lorsqu'ils sont vendus dans le but de produire de l'énergie par combustion interne, et lorsque la partie essence du mélange est imposable en vertu de la loi de la taxe sur l'essence (The Gasoline Tax Act).



MATÉRIAUX INCORPORÉS À DES RÉSERVOIRS POUR LE GRAIN OU À DES INSTALLATIONS UTILISÉES POUR LE SÉCHAGE DU GRAIN – REMISE DES TAXES

Les personnes engagées dans une exploitation agricole auront droit à la remise de la taxe de vente au détail payée à l'achat de matériaux et pièces admissibles pour incorporation dans des structures neuves ou des réservoirs neufs pour l'entreposage du grain, utilisés exclusivement pour sécher le grain.

La remise s'applique uniquement aux achats effectués à partir du 23 avril 1980 et ne peut être accordée qu'à une personne engagée dans une exploitation agricole.

La remise peut être demandée de deux manières:

- (i) lorsque les matériaux sont achetés par une personne engagée dans une exploitation agricole, celle-ci peut demander la remise de la taxe effectivement payée. La demande de remise doit être effectuée dans les trois années suivant le paiement de la taxe; ou
- (ii) lorsque la structure de séchage pour le grain ou le réservoir à grain est fourni et installé par une personne autre que l'agriculteur, l'installateur paie la taxe sur les matériaux et l'agriculteur peut demander une remise de la taxe conformément à la formule suivante: 3 pour cent du prix contractuel de la structure ou du réservoir à grain réservé exclusivement au séchage du grain, mais ne comprenant pas les coûts des supports, des fondations et des assises. La demande de remise doit être effectuée par l'agriculteur au cours des trois années suivant le versement du dernier paiement dans le cadre du contrat.

La remise ne s'applique pas:

- aux pièces ou aux matériaux utilisés pour la réparation ou la reconstruction des structures ou réservoirs d'entreposage pour le grain,
- aux supports, aux fondations, ou aux assises,
- aux bâtiments tels que les granges et silos,
- aux structures autres que les structures neuves utilisées exclusivement pour le séchage du grain.

On peut se procurer des formulaires de demande de remise en s'adressant aux bureaux régionaux de la taxe de vente au détail, dont la liste figure en dernière page du présent bulletin.

Le *matériel* pour le séchage du grain ainsi que les réservoirs à grain *mobiles* achetés par une personne engagée dans une exploitation agricole sont déjà exemptés de la taxe de vente au détail, lorsque l'acheteur remet au fournisseur un certificat d'exemption d'achat adéquatement rempli. Pour de plus amples détails au sujet des autres articles agricoles exempts de taxe, on peut se procurer le règlement n° 14 sur la taxe de vente au détail, disponible à nos bureaux régionaux.



- **REMBOURSEMENT DE LA TAXE PROVINCIALE DE VENTE AUX VISITEURS NON ONTARIENS**
- **EXONÉRATION DE TAXE POUR LES BILLETS D'ADMISSION AUX REPRÉSENTATIONS THÉÂTRALES ET MUSICALES D'ARTISTES CANADIENS**
- **ENTREPRENEURS - FOURNITURE ET INSTALLATION DE MATÉRIEL ET OUTILLAGE**
- **“SI VOUS AVEZ BESOIN D'AIDE...”**



REMBOURSEMENTS DE TAXE POUR LES VISITEURS NON ONTARIENS

Au printemps 1979, le ministère du Revenu, en collaboration avec le ministère de l'Industrie et du Tourisme, a publié un dépliant spécial dans le cadre du programme "We treat you royally. Bienvenue".

Ce dépliant explique la procédure mise en place pour faciliter les achats des touristes en Ontario. Les touristes peuvent acheter des marchandises sans payer la taxe de vente au détail si le vendeur expédie ces marchandises directement à l'extérieur de la province. D'autre part, si les touristes apportent eux-mêmes les marchandises en dehors de la province au cours des 30 jours suivant l'achat, en Ontario, ils peuvent s'adresser à notre direction pour obtenir un remboursement de la taxe provinciale de vente payée. Certains des achats effectués en Ontario par les visiteurs non ontariens sont cependant consommés en Ontario et, par conséquent, ne peuvent faire l'objet d'un remboursement de la taxe provinciale de vente. Par exemple, mentionnons les repas d'un montant supérieur à \$6.00, les frais de location ou de divertissement et l'essence. Ce programme, qui vise à encourager les achats des touristes en Ontario, s'est révélé avantageux à la fois pour les touristes et pour les vendeurs.

Cette brochure a fait l'objet d'une réimpression et contient un formulaire révisé de demande de remboursement. Lorsque les stocks actuels seront épuisés, les vendeurs pourront se procurer les nouveaux dépliants auprès de leur bureau régional de la taxe de vente au détail, ou auprès du ministère de l'Industrie et du Tourisme. On peut également se procurer, sur demande, un présentoir spécial pour ces dépliants.

EXONÉRATION DE TAXE POUR LES BILLETS D'ADMISSION AUX REPRÉSENTATIONS THÉÂTRALES ET MUSICALES D'ARTISTES CANADIENS

Le 6 mars 1980, le ministère du Revenu a annoncé l'abolition de la taxe provinciale de 10 pour cent applicable lors de la vente de billets d'admission à des représentations théâtrales et musicales effectuées à des fins commerciales par des artistes canadiens. Cette disposition s'applique à tous les billets vendus après le 14 mars 1980.

Par le passé, les représentations organisées par des organismes à but non lucratif étaient exemptées de la taxe de vente. Cette exemption sera maintenant étendue pour couvrir tout organisme qui commandite, à des fins commerciales, des représentations théâtrales et musicales dont les exécutants sont tous des citoyens canadiens ou des immigrants reçus.

Les exécutants pourront prouver leur citoyenneté canadienne ou leur statut d'immigrant reçu en présentant des documents comme un certificat de naissance au Canada, un passeport canadien, un certificat de citoyenneté canadienne ou un certificat d'immigrant reçu.

“Exécutant” signifie toute personne prenant une part active au spectacle présenté, par exemple: les acteurs, chanteurs, danseurs, musiciens et membres de l'orchestre d'accompagnement, mais ne comprend pas le personnel impliqué en qualité d'agent, directeur, producteur, technicien ou maquilleur.

Cette exemption s'applique automatiquement et le vendeur n'a pas à soumettre de demande d'exemption. Cependant, c'est le vendeur qui a la charge de s'assurer que les conditions de l'exemption sont respectées et il doit conserver dans ses dossiers les documents nécessaires pour en faire la preuve lors de toute inspection par les représentants du ministère chargés de la vérification.

Ce changement vise à promouvoir l'expression des talents canadiens en Ontario tout en simplifiant les procédures administratives et en facilitant la tâche des vendeurs de billets.



ENTREPRENEURS – FOURNITURE ET INSTALLATION DE MATÉRIEL ET OUTILLAGE

Les entrepreneurs qui construisent des structures et bâtiments pour leurs clients, ne facturent pas la taxe de vente au détail au moment de la vente à leurs clients, mais paient la taxe lors de leurs achats de matériaux de construction. Ce traitement fiscal est appliqué aux activités de construction immobilière depuis un certain temps déjà. Conformément à une décision de la Cour Suprême du Canada, les entrepreneurs en bâtiment sont considérés comme étant les usagers et consommateurs des biens et matériaux qu'ils incorporent à des bâtiments et à des structures.

Le même traitement fiscal s'applique lorsqu'un entrepreneur installe du matériel, de l'outillage et d'autres biens mobiliers dans des bâtiments, des structures ou sur des terrains. Lorsque ces biens mobiliers ont été fermement fixés aux biens immobiliers, on considère qu'ils sont devenus des appareils fixes et ils peuvent donc être traités comme des biens immobiliers.

L'entrepreneur paie normalement la taxe de vente à son fournisseur sur le coût des matériaux qu'il incorpore à un bâtiment ou à une structure et pour les articles qui deviennent des appareils fixes. Si l'entrepreneur fabrique lui-même certains matériaux ou appareils, il paie la taxe de vente calculée en fonction de ses coûts de fabrication.

L'entrepreneur qui se procure des matériaux ou des biens mobiliers (y compris le matériel et l'outillage) pour utilisation lors de l'exécution de contrats de construction, soit en les fabriquant lui-même, ou en les achetant à l'extérieur de l'Ontario ou auprès d'un fournisseur non enregistré, doit payer la taxe de vente directement à la Direction de la taxe de vente au détail.

Certains articles sont exemptés de la taxe lorsque l'entrepreneur les achète pour utilisation par un fabricant, ou pour incorporation à un hôpital public, une résidence d'infirmières, une école, une université, des édifices municipaux ou des biens appartenant aux conseils municipaux. Afin de mentionner le montant approprié de taxe de vente au détail dans les soumissions, les entrepreneurs doivent s'adresser à leur bureau régional de la taxe de vente pour obtenir les détails relatifs à ces exemptions.

"SI VOUS AVEZ BESOIN D'AIDE..."

Le gouvernement de l'Ontario continue d'améliorer les services offerts au grand public en simplifiant dans toute la mesure du possible les procédures administratives.

Par exemple, un certain nombre de vendeurs qui perçoivent de petits montants de taxe de vente au détail ont maintenant le choix de remplir leur déclaration de taxe moins fréquemment et le ministère du Revenu étudie la possibilité d'accorder également ce privilège à un nombre plus considérable de perceuteurs. Nous avons également simplifié la carte de déclaration des perceuteurs et si vous avez des suggestions à formuler à ce sujet, n'hésitez pas à nous le laisser savoir.

VOUS POUVEZ NOUS TÉLÉPHONER SANS FRAIS

Dans le cadre de ce programme visant à améliorer nos services, les bureaux régionaux de la taxe de vente au détail ont été dotés de lignes téléphoniques qui vous permettent de nous rejoindre sans frais. Ce service est à votre disposition dans les régions de Kitchener, London et North Bay. La mise en place de ce nouveau système dans chaque région est effectuée en même temps que la publication par Bell Canada du nouvel annuaire téléphonique; lorsque vous recevrez votre nouvel annuaire, consultez à ce sujet les pages bleues réservées aux services gouvernementaux.

Pour le moment, si vous habitez dans les régions où le nouveau système n'est pas encore disponible, vous pouvez quand même communiquer avec nous sans frais par l'intermédiaire du centre d'information du ministère du Revenu:

- Dans la communauté urbaine de Toronto, composer 965-8470
- Si votre indicatif régional est 807, demander au téléphoniste le Zenith 8-2000
- Partout ailleurs, composer 1-800-268-7121

Les numéros de téléphone de tous les bureaux régionaux de la taxe de vente au détail sont énumérés à la fin de ce bulletin.

GUIDES POUR LA TAXE DE VENTE

La direction de la taxe de vente au détail a également publié une série de guides sur la taxe de vente au détail permettant de se référer facilement aux articles de la loi et des règlements qui s'appliquent aux divers types d'activités commerciales. Jusqu'à date, dix-neuf guides ont été publiés. Nous continuerons de compléter cette collection et de procéder, si nécessaire, à la mise à jour des numéros précédents. Les guides actuellement disponibles se sont révélés utiles non seulement aux entreprises mais également à leurs clients.

Votre bureau régional de la taxe de vente pourra vous indiquer quels guides s'appliquent à votre type d'entreprise.

SÉMINAIRES SUR LA FISCALITÉ

Dans le but d'aider les groupes, les associations, les entreprises, les comptables, etc. à mieux comprendre les dispositions de la loi sur la taxe de vente au détail, notre direction organise depuis près de dix ans des séminaires au niveau local.

Ces séminaires professionnels sont offerts sur demande, généralement dans les divers collèges communautaires de la province. La direction de la taxe de vente au détail fournit à cette occasion les services de ses conseillers expérimentés dans l'application de la loi, des présentations audiovisuelles et de la documentation. On prévoit également des périodes spéciales pour la discussion des problèmes d'intérêt commun.

Jusqu'ici, ce programme s'adressait surtout à l'industrie manufacturière, mais si vous connaissez un groupe intéressé à d'autres secteurs, n'hésitez pas à en faire part à votre bureau régional de la taxe de vente.

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, ADRESSEZ-VOUS À VOTRE BUREAU RÉGIONAL:

BELLEVILLE	208, rue Dundas est K8N 1E3 962-9108	ORILLIA	19, rue Front nord C.P. 670 L3V 6K5 325-9587	TORONTO	2300, rue Yonge 10 ^e étage M4P 1H6 487-7161
HAMILTON	361, rue King ouest L8P 1B4 528-8393	OTTAWA	1355, rue Bank K1H 8K7 523-9760	WELLAND	76, rue Division L3B 3Z7 732-1318 (de St. Catharines et Niagara Falls, composer 688-1360 ou 688-1368)
KITCHENER	449, av. Belmont ouest N2M 1N2 576-8400 Zenith 71020	SUDBURY	1536, boul. LaSalle P3A 1Z7 674-3151		
LONDON	310, route Wellington N6C 4P4 433-3901 Zenith 62350	THUNDER BAY	435, rue James sud C.P. 5000 P7C 5G6 Édifice du gouverne- ment de l'Ontario 475-1681		
NORTH BAY	1500, rue Fisher Plaza Northgate P1B 2H3 474-4900 Sans frais 1-800-461-1564			WINDSOR	250, av. Windsor N9A 6V9 252-4404